

Que fait le Fonds mondial ?

Eric Fleutelot

Ensemble contre le sida, Paris

Abdon Goudjo

Crips (Paris)

Lancé de façon médiatique en juin 2001, en conclusion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le VIH-sida¹, l'histoire du Fonds mondial, bien qu'encore brève, est déjà mouvementée.

Le concept d'un tel fonds est né en juin 2000, lors du sommet des pays membres du G8 à Okinawa, sur l'impulsion, notamment, du président français et de son gouvernement. L'objectif initial était de pourvoir aux immenses besoins de financement de la lutte contre le sida, dans un monde où 40 millions de personnes sont porteuses du VIH. 7 à 10 milliards de dollars par an étaient alors estimés nécessaires par le secrétaire général des Nations unies pour généraliser l'accès au traitement antirétroviral dans les pays les plus pauvres de la planète, sur la base d'une estimation de l'OMS et de l'Onusida.

Toutefois, le Fonds mondial, initialement appelé "sida et santé", s'est vu confier dès sa naissance un surcroît de charges, avec la responsabilité de la lutte contre la tuberculose et le paludisme ; devenu en janvier 2002 le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, il est doté d'un budget théorique de 10 milliards de dollars par an.

Plus d'un an après son lancement, force est pourtant de constater que les Etats les plus riches de la planète sont loin d'avoir contribué suffisamment au Fonds mondial. En août 2002, le montant cumulé des ressources s'élevait à 2 milliards de dollars², soit 25% de l'objectif attendu, et ce alors que l'ampleur des luttes à mener a triplé.

Pourtant, le Fonds mondial a déjà lancé deux appels d'offres à destination des pays les plus pauvres. Surtout, il a veillé, sur l'impulsion du président de son comité scientifique³, à inscrire au rang de ses priorités le traitement, y compris antirétroviral, et non, comme l'auraient souhaité certains Etats donateurs, la seule prévention.

Le premier appel d'offres s'est conclu par l'attribution de 283,24 millions de dollars de subventions⁴ ; 616 millions de dollars ont finalement été engagés sur les deux premières années, alors que la prévision budgétaire cumulée des propositions approuvées s'élève à 1,614 milliard de dollars pour les cinq années à venir⁵. Sur cette prévision budgétaire pour 5 ans, 67% des fonds doivent aller à la lutte contre le sida, 23% à la lutte contre la tuberculose et 10% à la lutte contre le paludisme.

Les demandes de subventions doivent être déposées par des Country Coordinating Mechanisms (CCM, ou instances de coordination de pays), où sont représentés les gouvernements, les agences de coopération bilatérale et multilatérale, le secteur privé, les ONG et la société civile. En réalité, ce souci de représentativité semble rester lettre morte : les ONG des pays en développement affirment que leur participation est loin d'avoir été toujours optimale - ainsi en va-t-il des propositions de l'Argentine ou de l'Inde⁶, ou encore des témoignages d'associations africaines contactées par les CCM à la veille de la signature finale de la demande de subvention et de son envoi au secrétariat du Fonds !

Globalement, **n'est-il pas étrange que le Fonds mondial attribue l'écrasante majorité des fonds de lutte contre le sida à des instances gouvernementales qui n'ont que trop souvent prouvé leur incompétence**, tant dans la mobilisation et la gestion des financements que dans la mise en pratique des actions concrètes de lutte contre le sida (prévention, dépistage, prise en charge médicale et psychosociale, etc.) ? Ainsi les associations des pays du Sud se retrouvent-elles largement exclues des appels d'offres, alors qu'un grand nombre d'entre elles ont su montrer le chemin courageux de la prise en charge des malades, y compris de leur traitement antirétroviral...

1 - Onusida a édité un document, appelé "Tenir sa promesse" qui présente la déclaration d'engagement de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le VIH/sida, 25-27 juin 2001, New York

2 - Pour un aperçu des contributions de chaque pays et de ce qu'il pourrait faire pour parvenir à l'objectif initial, se référer à l'article "The Global Fund : Which Countries Owe How Much ?" sur le site internet www.hdnet.org

3 - Le Comité scientifique est présidé par Michel Kazatchkine, directeur de l'ANRS

4 - L'annonce a été faite à l'issue de la deuxième réunion du Conseil du Fonds, qui s'est tenue du 22 au 24 avril 2002 à la Mailman School of Public Health, Columbia University, New York

5 - Sources : Communication de Richard Feachem, directeur exécutif du fonds, "Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme", réunion avec le ministère des affaires étrangères français, Paris, 19 juillet 2002

6 - Commentaires reproduits dans "Mise à jour sur le Fonds mondial", information sur le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pour les ONG et la société civile, préparée par le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO) ; ce document revient largement sur les difficultés et les réussites du Fonds mondial.